



**Intervention de Monsieur Fathallah Oulalou, Ministre des Finances et de la Privatisation du Royaume du Maroc, au nom du Groupe des 77 et la Chine, devant la Réunion de haut niveau du Conseil Economique et Social avec les Institutions de Bretton Woods et l'Organisation Mondiale du Commerce (New York, le 14 avril 2003)**

Monsieur le président,

Nous aimerions au nom du Groupe des 77 et la Chine faire les remarques suivantes : une année après l'adoption du consensus de Monterrey, le Groupe des 77 et la Chine estiment qu'après tant de conférences internationales organisées sur les questions économiques et sociales, il est primordial de s'atteler à la mise en œuvre réelle, effective et sans retard des engagements pris et de mobiliser la volonté politique et les moyens pour atteindre cet objectif.

A cet égard, le G77 est très encouragé par l'engagement des institutions de Bretton Woods dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et à la réalisation des objectifs de développement du millénaire.

Nous sommes encouragés également par les efforts visant à mettre en place des indicateurs et des moyens de procéder à l'évaluation et le contrôle de la mise en œuvre des engagements pris sur le plan international, non seulement par les pays en développement, mais également par les pays développés.

Le consensus de Monterrey a, en effet, établi un partenariat entre les pays en développement et les pays développés. Si les pays en développement ont la responsabilité première en matière de développement économique et social, les pays développés ont, aux termes de ce partenariat, pour obligation de faire en sorte que l'environnement international soit favorable au développement, que leurs politiques nationales dans les différents domaines soient cohérentes et compatibles avec la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international.

Cependant et alors que les pays en développement se sont mis réellement à l'amélioration de leur politique macro-économique, peu de progrès ont été réalisés sur le plan international dans les domaines suivants :

Ainsi, dans le domaine du commerce, les échéances fixées à Doha pour ce qui concerne toutes les questions représentant un intérêt particulier pour les pays en développement n'ont pas été respectées. De surcroît, le protectionnisme et les subventions se sont accrus dans les pays développés et l'on se demande si le temps qui nous sépare de la conférence ministérielle de Cancun suffira pour redresser la situation. Le Groupe des 77 et la Chine ne peuvent qu'exprimer leurs préoccupations et leurs frustrations de l'attitude de leurs partenaires développés dans les négociations commerciales de l'OMC. On est loin de répondre à notre engagement commun à Monterrey de faire du commerce un moteur pour la croissance et pour la lutte contre la pauvreté

Le deuxième domaine concerne l'aide publique au développement. Malgré les promesses faites à Monterrey et à Johannesburg, les tendances à la baisse de l'aide publique au développement continuent toujours et la communauté internationale reste encore loin de la réalisation de l'objectif de consacrer 0.7% du PNB à l'aide publique au développement.

Dans le domaine de l'allègement de la dette des pays en développement, nous réitérons l'appel et l'urgence de donner suite aux engagements de Monterrey et de prendre des mesures effectives

pour alléger la dette extérieure des pays pauvres lourdement endettés et ceux à revenu intermédiaire. L'allègement de la dette peut libérer des ressources importantes pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement humain.

Le consensus de Monterrey a reconnu l'urgence d'améliorer la cohérence des systèmes monétaire financier et commercial pour soutenir les efforts de développement des pays en développement. Il est également urgent de renforcer la participation effective des pays en développement à la prise de décisions dans les institutions financières internationales. A cet égard, nous nous félicitons des actions déjà engagées pour améliorer la représentativité des pays en développement notamment ceux de l'Afrique et nous espérons que cette question puisse déboucher sur des décisions concrètes à Dubai en septembre prochain.

Il est également temps de renforcer la coordination entre les Nations Unies et les institutions financières internationales et l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces derniers doivent pleinement intégrer les objectifs de développement fixés par les Nations Unies dans leurs politiques tout en tenant pleinement compte des politiques des stratégies et des objectifs de développement décidés au niveau national par les pays en développement. A et égard, nous réitérons l'appel à soutenir le NEPAD, qui sans l'appui et l'engagement des institutions financières internationales et les pays donateurs, ne peut réaliser les aspirations des peuples africains.

Une question d'une importance primordiale pour les pays en développement et plus particulièrement pour les pays africains concerne la stabilisation des recettes d'exportation des produits de base.

Telles sont d'une manière générale quelques unes des principales préoccupations du Groupe des 77 et la Chine. Nous voulons souligner, encore une fois, l'urgence de traduire dans les faits les engagements de Monterrey afin de vaincre le fléau de la pauvreté et de promouvoir la croissance économique et le développement durable. Il est primordial de préserver l'esprit de Monterrey et concrétiser les concepts clefs de la nouvelle dynamique Nord-Sud notamment les concepts de partenariat, de responsabilités communes mais différenciés, de la solidarité et de la gouvernance économique.

Cette dynamique ne manquera pas de produire ses effets bénéfiques sur la stabilité et la paix tant régionales qu'internationales.